

OTC

1- Marianne

05/03/2021

1988. Quand le colosse soviétique perd pied au Karabakh

La cohabitation de pas moins 150 nationalités qui formaient l'URSS n'a pas résisté à l'ère des réformes lancées par Gorbatchev. Et tout a commencé au Karabakh, territoire arménien intégré par Staline à l'Azerbaïdjan.

Du jamais-vu en URSS... Le samedi 20 février 1988, le soviet (parlement) régional du Karabakh, une enclave de 4 388 km² majoritairement peuplée d'Arméniens mais intégrée par Staline à l'Azerbaïdjan en 1923, adoptait une résolution demandant son rattachement à l'Arménie voisine. Quoique formulé très diplomatiquement, le texte de la résolution, publié dans Izvestia, organe du gouvernement de l'URSS, fit l'effet d'une bombe. Le journal précisait que le soviet du Karabakh, qui comptait 140 élus, 110 Arméniens et 30 Azerbaïdjanais, s'était réuni « contre l'avis des députés azerbaïdjanais, qui jugeaient la session irrégulière ». Izvestia ne mentionnait pas les obstacles surmontés par les députés arméniens. « Il était difficile de réunir un quorum. Les députés azéris ont immédiatement protesté et tenté d'empêcher les Arméniens de voter. Les autorités ont fait fermer les routes. Certains députés arméniens ont alors dû garer leurs voitures à la périphérie de Stepanakert [chef-lieu du Karabakh] et traverser à pied la forêt pour rejoindre le bureau de vote », rapporte la sociologue Nona Shahnazarian, spécialiste des relations arméno-azéries. Pourquoi donc les députés arméniens, communistes zélés, s'étaient-ils donné tant de mal pour ce vote inédit ?

Dans les pas des Tatars

Surfant sur la vague de la perestroïka, la politique de réformes menée par Mikhaïl

Gorbatchev, des pétitions portant des dizaines de milliers de signatures (pour une population de 146 000 âmes) affluèrent des quatre coins du Karabakh. En cause, le sentiment qu'avaient les Arméniens d'être discriminés par l'Azerbaïdjan, accusé de mener à leur égard une politique d'assimilation à marche forcée. Chiffres à l'appui : alors qu'ils représentaient 95 % de la population dans les années 1920, ils ne comptaient plus que pour 75 % soixante ans plus tard. D'autant que le Nakhitchevan voisin, enclave coincée entre l'Arménie et l'Iran peuplée à 40 % d'Arméniens en 1923, lors de son rattachement à l'Azerbaïdjan, était devenu exclusivement azéri.

À en croire l'anthropologue et historien Levon Abrahamian, l'exemple des Tatars de Crimée avait été décisif. En effet, en juillet 1987, les activistes de ce peuple entièrement déporté vers l'Asie centrale, sur ordre de Staline, en 1944, avaient organisé un piquet de protestations de trois jours sur la place Rouge pour obtenir la permission officielle de retourner en Crimée. Reçus par le vice-président du Soviet suprême, Pyotr Demitchev, également membre du Politburo, les Tatars s'étaient vu promettre la mise en place d'une commission chargée de cette question. En des temps moins cléments, ces protestataires auraient été embastillés sans autre forme de procès. Mais, perestroïka oblige, la censure était levée sur les sujets tabous de l'histoire soviétique, et notamment les crimes du stalinisme, abondamment évoqués par la presse. Les Arméniens, victimes d'une injustice historique due à Staline, avaient vu dans le cas tatar un précédent encourageant. Entre décembre 1987 et février 1988, trois délégations se rendirent à Moscou pour relayer la revendication de la population majoritaire du Karabakh. À la troisième tentative, l'un des délégués, Vazgen Balayan, membre du Soviet suprême, fut reçu par le même Pyotr Demitchev. Qui ne lui promit rien, si ce n'est l'absence de représailles, ayant jugé les revendications présentées « ni antisoviétiques ni nationalistes ».

Nullement découragés par ce premier échec, les élus du Karabakh, convaincus de la légitimité de leur vœu, décidèrent de passer à l'étape suivante. Selon la Constitution soviétique, qui prenait en compte l'autodétermination des peuples, il leur fallait obtenir l'aval des soviets d'Arménie et d'Azerbaïdjan, puis celui du Soviet suprême de l'URSS, à Moscou.

Le Comité Karabakh est créé, formé d'intellectuels engagés. « Le mouvement n'était pas antisoviétique au début », se souvient l'un de ses fondateurs, Vazgen Manoukian. « Nous avions l'espoir que Moscou accepte nos revendications, qui n'étaient pas nationalistes, mais démocratiques. Puis, face au refus de Moscou, qui ne voulait pas créer un précédent, le mouvement s'est élargi vers

l'indépendance. »

L'aspiration à rejoindre la mère patrie n'était pas nouvelle. « Elle n'a pas cessé depuis 1923, lorsque Staline décida d'inclure le Karabakh à l'Azerbaïdjan, fraîchement soviétisé, pour favoriser la révolution dans le monde turc, explique l'historienne Claire Mouradian. Les Arméniens du Karabakh ont régulièrement réclamé leur rattachement à l'Arménie, chaque fois qu'une occasion se présentait : après la Seconde Guerre mondiale, puis sous Khrouchtchev et Brejnev. Plusieurs pétitions furent adressées au pouvoir central lors du dégel des années 1960, puis lors des réformes constitutionnelles de l'URSS. Sans plus de succès. »

“Découpage brutal”

À la suite du vote du soviet de Stepanakert, d'importantes manifestations se formèrent à Erevan, capitale de l'Arménie, pour réclamer la réunification. « Ce furent les premières manifestations de masse en URSS, préfigurant celles de 1989 en Europe de l'Est », note Levon Abrahamian. « Les gens ont commencé à s'intéresser à la politique, et le texte de la Constitution soviétique est devenu un best-seller en Arménie. Tous voulaient agir dans le respect de la légalité. » Mais l'équation posée à Erevan et Stepanakert était loin d'inclure tous les paramètres. L'ancien porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, Andreï Gratchev, nous a exposé pourquoi le souhait des Arméniens était inacceptable pour Moscou. « À la fin de février 1988, notre souci prioritaire était d'un caractère très différent. Nous étions en pleine préparation de la réforme politique, lors de la XIXe conférence du Parti, le 18 juin, contre les conservateurs dans le PCUS. Si la question des Tatars de Crimée avait été traitée avec délicatesse par le Politburo, il n'était pas question de réformer l'État multinational. Certes, le Karabakh résultait d'un découpage brutal, mais c'était sans commune mesure avec le crime perpétré contre les Tatars, et les autres peuples entiers déplacés et réprimés. » Gorbatchev, poursuit Gratchev, a cru pouvoir renvoyer à plus tard le problème du Karabakh. « Il lui était impossible de prendre position. Il croyait pouvoir trouver une solution politique entre les deux pays frères. Les Arméniens, eux, avaient noté que le pouvoir central semblait avoir renoncé à la force, et ont voulu profiter de cette fenêtre d'opportunité. » Et de conclure, trente ans après les faits : « L'ensemble du processus de décomposition de l'URSS est parti du cas du Karabakh. »

Entouré de progressistes plutôt favorables aux aspirations des Arméniens, tels l'économiste Abel Aganbegian ou l'idéologue Alexandre Yakovlev, Gorbatchev reçut le 26 février le journaliste Zori Balayan et la poétesse Silva Kaputikyan,

deux célébrités de l'URSS, natifs du Karabakh. Ils lui exposèrent la situation de leur région natale : privés de télévision et de manuels scolaires en langue arménienne, isolés de l'Arménie par des routes impraticables, les Arméniens du Karabakh récusèrent l'administration de Bakou, jugée mauvaise et discriminatoire.

Pogrom

Si Gorbatchev ne leur fit aucune promesse, les deux auteurs s'estimèrent entendus. Ils furent accueillis à leur retour à Erevan par un demi-million d'Arméniens réunis sur la place de l'Opéra, rebaptisée place de la Liberté. Zori Balayan relayait le message de Gorbatchev appelant ses compatriotes à rentrer chez eux. Mais c'était compter sans la réaction de l'Azerbaïdjan... Au moment même où les Arméniens regagnaient leurs pénates, une foule d'Azéris du Karabakh en colère marchait sur Stepanakert, furieux des revendications arméniennes, qu'ils pensaient favorablement accueillies à Moscou. La nouvelle que deux jeunes Azéris avaient été tués par un policier arménien dans une bourgade du Karabakh, Askeran, lors de violences intercommunautaires, mit le feu aux poudres.

Un pogrom anti-Arméniens éclata le 27 février, à Soumgaït, ville de la banlieue ouvrière de Bakou. Aucune enquête n'a jamais eu lieu sur ce tragique événement, inédit dans une URSS qui ne jurait que par l'amitié entre les peuples. On sait toutefois qu'un responsable du parti local - Jehangir Muslimadze - y prit part. Tentant apparemment de catalyser la fureur populaire, il voulut conduire une manifestation vers la périphérie de la ville, au son du slogan « On ne leur donnera jamais le Karabakh ! Faisons partir les Arméniens ! ». C'est alors que la queue du cortège le quitta pour se ruer sur les Arméniens du cru, en partie originaires du Karabakh.

À en croire le journaliste britannique Thomas de Waal, spécialiste du Caucase, ces bandes armées « se mirent à chasser les Arméniens, brûlant et détruisant tout sur leur passage, commettant des actes d'horrible sauvagerie. Plusieurs victimes furent brûlées ou mutilées à coups de hache, au point de ne pouvoir être identifiées ». La police locale, composée d'Azéris, fit preuve d'une grande passivité. Abasourdi, le pouvoir central soviétique mit un long jour à envoyer la troupe, puis à instaurer la loi martiale. Avant de limoger les dirigeants communistes des deux républiques voisines. Tout fut fait pour étouffer l'affaire, pudiquement qualifiée de « hooliganisme ». Comment s'en étonner ? Hors Karabakh, 350 000 Arméniens vivaient en Azerbaïdjan, dont plus de 200 000 à

Bakou, contre 200 000 Azéris en Arménie. Officiellement, le bilan de Soumgaït fut de 32 morts, dont 6 Azéris. Un chiffre que beaucoup pensent sous-estimé. Aucune liste officielle de victimes ne fut publiée. Certains procès eurent lieu en Russie. À Soumgaït, ils se tinrent à huis clos. « Seules 80 personnes furent condamnées. Un homme, Akhmed Akhmedov, fut exécuté. À la fin de l'année, l'atmosphère s'était tant détériorée que certains louaient les "héros de Soumgaït", » conclut de Waal. Toujours est-il que les 14 000 Arméniens de Soumgaït quittèrent précipitamment le pays, bientôt imités par leurs 350 000 compatriotes. Dans le même temps, les Azéris d'Arménie ont fui, eux aussi.

Dans le monde entier, la brutalité des émeutiers de Soumgaït conféra aux Arméniens un statut de victimes, et leur volonté pacifique d'autodétermination leur attira la sympathie générale. Les violences sanglantes d'une foule turcophone contre une population civile sans défense, pourchassée parce que arménienne, faisait en outre tragiquement écho au génocide de 1915.

Héritage

À Bakou, en 2019, le président Ilham Aliiev continue d'affirmer que « les événements de Soumgaït ont été perpétrés par des nationalistes arméniens et des unités arméniennes », avant d'ajouter : « Sur la vague de Soumgaït, la campagne de calomnie contre l'Azerbaïdjan a pris de l'ampleur, jusqu'à provoquer un conflit au Karabakh. » Vladimir Poutine, quant à lui, voit les choses autrement. Au lendemain du cessez-le-feu de novembre 2020 au Karabakh, signé sous son égide, il confiait à un journaliste russe à propos du conflit : « Je dois rappeler que tout a commencé en 1988, lorsque des affrontements ethniques ont eu lieu dans la ville azerbaïdjanaise de Soumgaït. Les civils arméniens ont été victimes de ces événements, qui se sont ensuite propagés au Karabakh. Comme les dirigeants de l'Union soviétique n'ont pas réagi correctement [...] il eût fallu rétablir l'ordre et protéger les civils, ce qui n'a pas été fait, les Arméniens ont pris les armes, et ce conflit, qui couvait depuis de longues années, a éclaté. [...] C'est essentiellement ce que nous avons hérité du passé et c'est le problème que nous devons résoudre. »

Le 7 décembre 1988, un violent tremblement de terre en Arménie emportait 30 000 vies. Un an plus tard, en janvier 1990, un nouveau pogrom anti-Arméniens éclatait à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan, faisant officiellement 90 victimes arméniennes. En 1991, l'URSS disparaissait, et les deux républiques voisines du Caucase entraient en guerre à propos du Karabakh.

2- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76898

Nikol Pachinian a rencontré Edmond Marukyan : les consultations se poursuivront

Le Premier ministre arménien Nikol Pachinian a rencontré hier Edmon Marukyan, le leader du groupe d'opposition « Arménie Lumineuse » de l'Assemblée nationale.

Nikol Pachinian a noté dans son discours : « Je suis heureux de vous voir. Pour être honnête, votre récente déclaration m'a incité à poursuivre le débat sur les élections législatives anticipées. J'espère qu'au moins cette fois, nous serons en mesure de parvenir à un dénominateur commun non seulement avec vous, mais aussi avec nos partenaires de la faction « Arménie prospère », car si les forces parlementaires décident de tenir des élections anticipées et s'accordent sur une ou deux importantes points, je veux dire les délais, nous pouvons considérer la question réglée.

Nous avons cru dès le départ que cette étape politique devait être résolu par la volonté du peuple, je serai heureux d'entendre votre avis sur la manière d'aller de l'avant. Convenons à l'avance que nous ne prendrons pas de décision sur la base des résultats de la discussion d'aujourd'hui car je vais rencontrer le chef de la faction « Arménie prospère », je vais également discuter avec le chef et les membres de la faction « Mon Pas ». Le contexte politique général est clair pour la faction « Mon Pas ». J'en ai déjà discuté avec la cheffe de la faction, et nous essaierons de parvenir à une solution consensuelle. Nous pouvons discuter de la situation avec le président arménien, afin qu'il puisse exprimer sa position et peut-être devenir le garant du processus et de la mise en œuvre de nos accords. » À son tour, Edmon Marukyan a déclaré : « Merci ,Monsieur le Premier ministre, d'avoir répondu à ma déclaration. Je voudrais commencer la conversation avec ma proposition. Je l'ai fait compte tenu de la crise politique en cours, qui a été exacerbée par la déclaration de l'état-major. Compte tenu de ce qui précède, j'ai déclaré que pour éviter une nouvelle escalade, nous devrions désamorcer le conflit entre l'armée et le gouvernement en allant aux élections, car il semble

évident que nous ne pouvons pas parvenir à un accord sur le processus préélectoral à moins que nous ne réglions le problème de l'armée.

Pourquoi est-ce que je dis ça ? Parce qu'il est évident que le Premier ministre ne démissionnera pas pour dissoudre le parlement dans une situation où le problème avec l'état-major n'est pas résolu - il y a des généraux d'état-major qui ne sortent pas, il y a des déclarations, etc.

Le contexte de ma proposition est le suivant. Je suggère de gérer la situation ensemble et d'aller à des élections anticipées. Nous ne voyons aucun obstacle concernant les élections, mais je suis également d'accord avec vous sur le fait que nous devons poursuivre les pourparlers, car au cas où nous ne parvenions pas à un accord à ce moment, nous pourrions continuer à négocier afin de trouver une solution finale.

Nous devrions également parler à la partie Arménie prospère de la question en cours, car la crise ne peut être abordée sans la faction Arménie prospère. Par conséquent, je conviens que les consultations doivent se poursuivre avec ce bloc. Nous devons parvenir à un dénominateur commun, pour comprendre si cela fonctionne ou non, quelle décision nous prenons. »

Le Premier ministre Nikol Pachinian a jugé inadmissible de lier le problème de l'état-major général à la question de la tenue d'élections anticipées. Il a évoqué la norme constitutionnelle, qui stipule que les forces armées doivent être apolitiques.

Nikol Pachinian et Edmon Marukyan ont accepté de suivre les consultations dans un effort pour régler la crise politique.

3- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76861

Le sort du général Onik Gasparian toujours incertain

L'armée arménienne a déclaré hier que son général en chef continuerait à exercer ses fonctions pour le moment malgré les efforts du Premier ministre pour le faire renvoyer.

Nikol Pachinian a adressé une demande en ce sens au président Armen Sarkissian la semaine dernière, afin que ce dernier signe un décret relevant le général Onik

Gasparian de ses fonctions peu après que le chef de l'état-major général de l'armée et 40 autres officiers de haut rang ont accusé le gouvernement arménien de mauvaise gestion et exigé sa démission.

Armen Sarkissian a refusé de signer un tel décret samedi, affirmant qu'il semble inconstitutionnel et aggraverait la crise politique « sans précédent » que traverse le pays. Pachinian a critiqué ce refus comme étant « non fondé » et a réitéré sa requête à Armen Sarkissian dans une nouvelle tentative de faire renvoyer Gasparian.

Mardi, Armen Sarkissian a semblé avoir ouvert la voie à la destitution de Gasparian, refusant à nouveau de signer le décret proposé mais précisant qu'il ne demandera pas à la Cour constitutionnelle de l'invalidier.

En vertu de la loi arménienne, le président ne peut continuer à bloquer ou au moins retarder le limogeage du général qu'en faisant appel à ce tribunal.

La deuxième décision d'Armen Sarkissian a suscité de vives inquiétudes chez les dirigeants du Mouvement pour le salut public, une alliance d'opposition qui demande la démission de Pachinian. Ils l'ont rencontré hier matin.

Le chef de l'Etat a également tenu une autre réunion séparée avec Gasparian. Dans une déclaration publiée peu de temps après, l'état-major général a offert son interprétation des exigences juridiques complexes et des procédures de révocation de son chef.

Le communiqué indique, entre autres, que Gasparian est légalement autorisé à rester « le commandant militaire suprême des forces armées » jusqu'à la fin de cette semaine.

La réaction initiale du gouvernement à cette déclaration a été prudente, le vice-Premier ministre Tigran Avinian l'ayant qualifiée de « litigieuse » lors de la session de questions-réponses du gouvernement au Parlement. Pachinian a également assisté à la session mais a choisi de ne pas commenter. Il avait précédemment condamné les demandes de l'armée comme une tentative de coup d'État.

Un dirigeant du Mouvement pour le salut de la patrie, Vazgen Manukian, a fait écho à l'interprétation de la loi par les militaires lorsqu'il s'est adressé à des partisans qui continuaient de manifester dans le centre-ville d'Erevan.

Manukian a affirmé qu'Armen Sarkissian et des avocats de l'état-major présidentiel avaient assuré aux opposants que Gasparian pouvait rester chef de l'armée jusqu'au 8 mars. « Nous avons obtenu la moitié de ce que nous voulions, mais nous avons encore le temps de nous battre », a-t-il prévenu.

Pendant ce temps, le bureau d'Armen Sarkissian n'a pas précisé s'il pensait

vraiment que Gasparian pouvait continuer à diriger les forces armées pendant au moins plusieurs jours.

Les juristes étaient divisés sur la question. L'un d'eux, Tigran Yegorian, a expliqué au service arménien de RFE / RL que Gasparian perdrait automatiquement son poste dans les heures à venir car le président arménien n'avait pas contesté devant la Cour constitutionnelle la légalité de son licenciement. Yegorian a rejeté la dernière déclaration de l'armée comme étant « un morceau de papier vide ».

Mais Ara Ghazarian, expert en droit constitutionnel, a insisté sur le fait que le limogeage de Gasparian devait être suspendu parce que le président avait décidé de demander au tribunal de déterminer si une clause juridique pertinente était conforme à la Constitution.

4- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

Le 7 mars, un drapeau arménien de 30 mètres de haut sera élevé au village frontalier de Chournoukh

Dimanche prochain 7 mars, un drapeau arménien de 30 mètres de haut sera solennellement élevé au village de Chournoukh dans la région de Syunik. Chournoukh étant à la frontière arméno-azérie, la frontière traversant le village... Rappelons que le drapeau le plus haut d'Arménie a été placé pour la première fois à Kapan, celui de Chournoukh sera également le plus haut tricolore arménien hissé en Arménie.

De manifestations culturelles, fête et repas avec plats traditionnels arméniens seront servis avant la cérémonie qui verra le drapeau arménien hissé.

« Ces initiatives se dérouleront dans toutes les communes frontalières. L'ennemi qui est à quelques mètres de Chournoukh doit constamment sentir que nous sommes unis et soutenons nos habitants de nos zones frontalières et que nous continuerons à développer ces villages » écrit un communiqué publié par la municipalité de Goris.

Krikor Amirzayan

5- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

A Yerablour, sera érigé un mémorial dédié aux victimes de la guerre de libération de l'Artsakh

Un mémorial dédié aux victimes de la guerre de libération de l'Artsakh sera érigé dans le panthéon militaire de Yerablour le « cimetière des héros » à Erévan. Décision du Premier ministre arménien Nikol Pachinian qui a invité un groupe de travail et de coordination pour ces travaux de construction d'un mémorial.

Le groupe de travail sera dirigé par Arsen Torosyan, chef de cabinet du Premier ministre de la République d'Arménie.

Krikor Amirzayan

6- 20 Minutes

05/03/2021

<https://www.20minutes.fr/arts-stars/culture/2991891-20210305-eurovision-2021-armenie-retire-concours>

Eurovision 2021: L'Arménie se retire du concours

MUSIQUE Le service public arménien justifie ce vendredi son retrait de la compétition par les « récents événements », c'est-à-dire le conflit avec l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh

L'Arménie ne participera pas à l' Eurovision 2021. AMPTV, le service public arménien, a annoncé ce vendredi son retrait du prochain concours, le justifiant par « les récents événements et le court délai de production, entre autres raisons objectives. »

En novembre, l'Arménie s'était désengagée au dernier moment de l'Eurovision Junior en raison du conflit l'opposant à l'Azerbaïdjan dans le Haut-Karabakh.

Dans un communiqué, Martin Österdahl, le producteur exécutif de la compétition musicale, dit que l'organisation « comprend les raisons de ce retrait » et espère que l'Arménie fera son retour lors de l'édition 2022.

Un retrait en 2012

L'Arménie participe à l'Eurovision depuis 2006 et, depuis, elle n'avait manqué qu'une seule édition, celle de 2012 organisée à Bakou, capitale de l'Azerbaïdjan. Les tensions entre les deux pays se sont régulièrement reflétées lors du concours. Les chansons candidates pour l'Eurovision 2021, doivent être officialisées d'ici à

la mi-mars, dernier délai. Quarante pays seront en lice en mai prochain à Rotterdam (Pays-Bas). Aux dernières nouvelles, l'organisation envisage que tous les artistes candidats puissent faire le déplacement. Un strict protocole sanitaire sera mis en place et le nombre de journalistes accrédités ramené de 1.000 à 500. On ignore encore si le public pourra assister à l'événement dans la Ahoy Arena.

7- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

https://armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76892

La diplomatie russe réaffirme le principe de « tous contre tous » pour les échanges de prisonniers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan

Maria Zakharova la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères a déclaré lors du briefing hebdomadaire que la Russie a toujours préconisé le principe de « tous contre tous » en matière d'échange de prisonniers entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Maria Zakharova répondait ainsi à la question des journalistes sur la libération des prisonniers de guerre Arméniens détenus en Azerbaïdjan.

« Les positions des parties sont différentes dans leur approche de la question des prisonniers. On en parle toujours. La différence entre ces données est assez significative. Les chiffres présentés par les données officielles à Erevan sont régulièrement modifiés, d'autres informations sont reçues de Bakou. En cas de tels désaccords, nous vous conseillons de contacter directement les parties arméno-azéries. À ce jour, 79 personnes au total ont été libérées grâce à la médiation des soldats de la paix russes, dont 63 d'Arménie et 16 d'Azerbaïdjan » a déclaré Maria Zakharova.

La porte-parole de la diplomatie russe a réaffirmé la position officielle de la Russie sur cette question. « Nous sommes guidés par l'approche selon laquelle l'échange de prisonniers doit se réaliser sur le principe de « tout le monde pour tout le monde ». Nous pensons qu'une résolution rapide de cette question permettra aux parties de tourner la page tragique des relations, de se concentrer sur la promotion d'un programme positif, y compris dans le domaine économique. Des discussions à ce sujet ont eu lieu à Moscou le 11 janvier par les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie » a déclaré la porte-parole du

ministère russe des Affaires étrangères.

Krikor Amirzayan

8- Les Nouvelles d'Arménie

05/03/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=76904

Le président de RFE/RL « perturbé » par les attaques contre les journalistes d'Azatutyun à Erevan

Le président et directeur général de Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), Jamie Fly, a exprimé son inquiétude concernant les récentes attaques contre les journalistes du service arménien de RFE/RL (Azatutyun) à Erevan.

« Je suis perturbé par les attaques physiques et verbales dont ont été victimes les journalistes d'Azatutyun qui couvraient les manifestations du 23 février à Erevan. Nos journalistes essaient seulement d'apporter des informations en direct sur la situation en Arménie », a déclaré M. Fly dans une déclaration de Washington le 4 mars.

« Bien que je sois encouragé par le fait que la commission d'enquête arménienne ait ouvert une enquête qui pourrait aboutir à des poursuites pénales contre ceux qui ont entravé les activités professionnelles légales des journalistes d'Azatutyun, j'invite instamment les forces de l'ordre arméniennes à s'assurer que tous les journalistes puissent faire leur travail sans craindre de subir des préjudices », a-t-il ajouté.

Les journalistes du service arménien de RFE/RL Artak Khulian et la cameraman Karen Chilingarian, en mission pour assurer la couverture en direct des manifestations de l'opposition à Erevan le 23 février, ont été attaqués par un groupe de manifestants qui leur ont donné des coups de pied, utilisé un langage abusif à leur encontre et endommagé leur matériel.

La commission d'enquête arménienne a annoncé le 3 mars qu'elle avait ouvert une enquête sur cette attaque, après qu'une affaire pénale ait été ouverte par le département central de la police en vertu de l'article 164, partie 1 du code pénal (« Obstruction aux activités professionnelles légitimes d'un journaliste »).

05/03/2021

<https://www.courrierinternational.com/article/eau-leuphrate-lautre-arme-de-la-turquie-contre-les-kurdes-en-syrie>

L'Euphrate, l'autre arme de la Turquie contre les Kurdes en Syrie

“Le gouvernement turc a baissé le niveau de l'Euphrate dans le but de faire pression sur l'administration semi-autonome kurde dans le nord-est de la Syrie”, a dénoncé le directeur des barrages de l'Euphrate en Syrie, Ahmad Ossou, relayé par le site panarabe Raseef22.

Le mardi 2 mars, l'administration kurde a indiqué que, depuis la fin janvier, la Turquie avait divisé par quatre les quantités d'eau provenant de l'Euphrate. Ce rationnement a un effet sur l'approvisionnement en eau et la production d'électricité.

En amont

Plus long fleuve de l'Ouest asiatique, l'Euphrate, qui naît en Turquie et traverse la Syrie et l'Irak avant de se jeter dans le golfe Persique, a toujours été un sujet de friction entre ces trois pays, notamment en raison de la question kurde. Idem pour l'autre grand fleuve de la zone, le Tigre.

“La Turquie, qui a construit des barrages sur l'Euphrate et le Tigre, contrôle ainsi le niveau de l'eau arrivant en Syrie et en Irak.”

En 2020, indique Raseef22, la Turquie avait déjà réduit le niveau de l'Euphrate arrivant en Syrie, poussant l'administration semi-autonome kurde à demander à l'Organisation des Nations unies de faire pression sur Ankara.

Le site panarabe rappelle que la Turquie avait déjà utilisé la carte de l'eau à la fin des années 1990 contre la Syrie, qui avait fini par expulser de son territoire Abdullah Ocalan, le leader et fondateur du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, mouvement armé kurde] qui sera arrêté en 1999 et emprisonné en Turquie.

“Aujourd'hui, il n'y a aucun accord officiel entre la Turquie, la Syrie et l'Irak concernant le partage de l'eau de l'Euphrate entre les trois pays.”

Mais en 1987, la Syrie et la Turquie ont signé un protocole courant sur cinq ans qui prévoit qu'Ankara fournisse 500 m³ d'eau par seconde à Damas, indique Raseef22. “Cet accord temporaire sert encore aujourd'hui de base de discussion entre les deux pays”, explique le site. Ces dernières années, la Syrie a demandé à

plusieurs reprises à la Turquie d'augmenter sa part à 700 m³/s, mais en vain. En 1989, la Syrie a signé un autre accord bilatéral, mais avec l'Irak, prévoyant que 52 % des eaux de l'Euphrate reviennent à Bagdad. Dans ce contexte, Raseef22 note que le ministère irakien des Ressources hydrauliques a déclaré, le lundi 1er mars, que le président turc Recep Tayyip Erdogan souhaitait une solution pérenne sur le dossier de l'eau entre l'Irak et la Turquie.

10- Nor Haratch Hebdo

04/03/2021

La Commission européenne déplore les attaques azerbaïdjanaises contre la cathédrale de Chouchi pendant la guerre de 2020

En réponse à une question écrite urgente adressée à la Commission européenne par le membre du Parlement européen (MPE) Loucas Furlas (Chypre, PPE), le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité / vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell, a déclaré au nom de la Commission européenne que cette dernière déplore les dommages causés à la cathédrale de Chouchi Ghazanchetsots par les forces armées azerbaïdjanaises, rapporte la Fédération arménienne européenne pour la justice et la démocratie (EAFJD).

Dans la question écrite urgente adressée par l'eurodéputé Furlas, il est mentionné que les forces armées azerbaïdjanaises ont ciblé et attaqué la cathédrale Ghazanchetsots de Chouchi le 8 octobre 2020, en violation des règles internationales de la guerre. L'eurodéputé demande à la Commission européenne si cette dernière envisage de prendre des mesures « pour protéger à la fois la population civile et les lieux de culte » en Artsakh / Haut-Karabagh qui sont actuellement sous contrôle azerbaïdjanais.

Répondant à l'eurodéputé, la Commission européenne a déclaré qu'elle déplore la destruction des monuments religieux et historiques du Haut-Karabagh et souligne l'importance de la préservation et de la restauration du patrimoine culturel et religieux.

...

[Message tronqué] Afficher l'intégralité du message